Observatoire des Élections en Europe

Corinne Deloy

Analyse
1 mois avant le scrutin

Les Serbes renouvelleront l'ensemble de leurs représentants politiques (président de la République, députés et représentants locaux) le 6 mai prochain

Le 13 mars dernier, le président de la République Boris Tadic (Parti démocrate, DS) fixait au 6 mai la date des prochaines élections législatives par lesquelles les Serbes renouvelleront les 250 membres de l'Assemblée nationale, chambre unique du parlement. Ce scrutin est le premier à ne pas être anticipé depuis la chute de Slobodan Milosevic (octobre 2000). Le 4 avril, le chef de l'Etat choisissait de démissionner de son poste et de convoquer une élection présidentielle (anticipée de quelques mois) le même jour que le scrutin législatif. Le 6 mai prochain, les Serbes désigneront également leurs représentants municipaux et les électeurs de Voïvodine (région située au Nord du pays) les membres de leur Assemblée provinciale.

Ces dernières années, les élections législatives ont, en Serbie, régulièrement opposé le camp pro-européen conduit par le président de la République Boris Tadic à celui des nationalistes pro-russes emmené par Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS). Après des années de guerre et d'isolement sur la scène internationale, les Serbes ont, depuis qu'ils élisent démocratiquement leurs députés, toujours choisi la voie de la raison en portant au pouvoir les partis qui leur promettaient un destin européen.

En 2008, la signature de l'accord de stabilisation et d'association entre la Serbie et l'Union européenne avait fortement participé à la victoire du Parti démocrate aux élections législatives. Le 1er mars dernier, la Serbie a obtenu de Bruxelles le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne. Celui-ci pourrait toutefois ne pas peser de façon aussi importante qu'auparavant dans le choix des électeurs. « *Les citoyens de Serbie ont porté le lourd fardeau des réformes pour que notre pays se transforme en une société démocratique dans laquelle les droits de l'homme et des minorités sont respectés et les valeurs européennes confirmées* » a souligné le président Boris Tadic après l'annonce de Bruxelles. « *L'Union européenne est cruciale pour la Serbie car elle la maintient dans la voie de la raison* » a aussi affirmé Ognjen Pribicevic, ancien ambassadeur de Belgrade en Allemagne. Bosko Jaksic, journaliste au quotidien Politika, note que, pour la première fois, la décision de l'Union européenne n'a pas été motivée par la crainte de voir arriver Tomislav Nikolic au pouvoir mais qu'elle s'explique plutôt par la dégradation de la situation du Kosovo. L'ancien leader radical a quitté son ancien parti, le Parti radical (SRS) après les dernières élections législatives du 11 mai 2008 pour en créer un nouveau, le Parti progressiste (SNS), et se revendique désormais pro-européen.

Le gouvernement sortant conduit par le Premier ministre Mirko Cvetkovic (indépendant) rassemble le Parti démocrate, le Parti socialiste (SPS) dirigé par Ivica Dacic (et fondé en 1990 par Slobodan Milosevic), le Parti des retraités unis (PUPS) de Jovan Krkobabic, G17+ de Mladjan Dinkic, le Parti des régions unies (URS), le Parti social-démocrate (SDP) de Rasim Ljajic et l'Action démocratique du Sandjak (SDA). Les élections législatives du 6 mai devraient, entre autres, permettre de vérifier la solidité de l'alliance entre le Parti démocrate et le Parti socialiste.

L'élection présidentielle : Boris Tadic vs Tomislav Nikolic, troisième round

« *J'ai décidé d'écourter mon mandat afin de permettre*

la tenue de l'élection présidentielle le 6 mai et je serai candidat. Ces élections (présidentielle et législatives) *seront l'occasion pour les citoyens de choisir la voie qu'ils souhaitent emprunter. Je propose celle de l'intégration européenne et de la préservation territoriale du pays* » a déclaré le chef de l'Etat sortant Boris Tadic le 4 avril dernier en annonçant sa démission. Le mandat du président sortant arrivait officiellement à expiration le 15 février 2013.
Boris Tadic concourt pour un troisième mandat consécutif à la tête de l'Etat. La Constitution serbe de 2006 interdit au président de faire plus de deux mandats mais ce texte a été adopté au cours du premier mandat de Boris Tadic (2004-2008), élu une première fois à la tête de l'Etat de Serbie-et-Monténégro. Le 5 juin 2006, la Serbie devient indépendante à la suite du référendum organisé au Monténégro le 21 mai 2006 lors duquel 55,5% des électeurs se sont prononcés pour la fin de l'union de Podgorica avec Belgrade. Boris Tadic a été réélu à la présidence de la Serbie le 3 février 2008.

Le mandat présidentiel est de 5 ans. Chaque candidat à la magistrature suprême doit recueillir au moins 10 000 signatures d'électeurs pour être autorisé à se présenter. Si aucun des candidats ne recueille la majorité absolue des suffrages le 6 mai prochain, un 2e tour de scrutin sera organisé deux semaines plus tard, soit le 20 mai.

8 personnes sont, à ce jour, candidates à la présidence de la République :
- Boris Tadic (Parti démocrate, DS), chef de l'Etat sortant ;
- Tomislav Nikolic, leader du Parti progressiste (SNS) ;
- Cedomir Jovanovic, leader du Parti libéral-démocrate (LDP) ;
- Itsvan Pastor, candidat de l'Union des Hongrois de Voïvodine (VMSZ) ;
- Alexandr Martinovic, candidat du Parti radical (SRS) ;
- Vojislav Kostunica, ancien Premier ministre (2004-2008) et candidat du Parti démocratique de Serbie (DSS) ;
- Ivica Dacic, leader du Parti socialiste (SPS) ;
- Zoran Stankovic, actuel ministre de la Santé et ancien ministre de la Défense (2005-2007), candidat du Parti des régions unies (URS).

D'autres personnes pourraient se porter candidates à l'élection présidentielle dans les jours à venir.

Officiellement, le président sortant a justifié l'organisation d'un scrutin anticipé par le gain d'argent et de temps qu'il représentait. Le regroupement des élections permet en effet à la Serbie de ne pas vivre de longs mois de campagne électorale. Mais il permet également à Boris Tadic de capitaliser sur l'obtention du statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne obtenu par Belgrade le 1er mars dernier à Bruxelles et au Parti démocrate de bénéficier du charisme de son leader dont le portrait orne les affiches électorales du parti. Autre point important : le gouvernement qui sera nommé à l'issue des élections législatives du 6 mai devra très rapidement prendre des décisions difficiles et impopulaires, ce qui aurait pu nuire à la réélection du chef de l'Etat sortant si le scrutin présidentiel avait eu lieu comme prévu.
Boris Tadic affrontera Tomislav Nikolic qu'il a déjà battu deux fois : par 53,97% des suffrages le 27 juin 2004 (46,03% pour le leader nationaliste) et le 3 février 2008 par 50,31% des voix contre 47,97% à son adversaire.

Principal adversaire de Boris Tadic pour la troisième fois consécutive, Tomislav Nikolic a évolué ces dernières années. Après les dernières élections législatives du 11 mai 2008, le Parti radical serbe dirigé par Vojislav Seselj s'est divisé et à l'automne, Tomislav Nikolic et Aleksandar Vucic ont quitté le parti pour créer le Parti progressiste, qui, à l'inverse du parti radical, se veut favorable à l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne. Tomislav Nikolic se présente donc comme un nationaliste pro-européen. Il se montre cependant prudent, conscient que l'adhésion de Belgrade ne devrait pas avoir lieu avant 2020 alors que les Serbes attendent des réponses concrètes à leurs difficultés économiques actuelles.
Ainsi, Tomislav Nikolic reproche régulièrement à Boris Tadic d'avoir mis l'objectif de l'accession de la Serbie à l'Union européenne au-dessus de l'amélioration du niveau de vie et de la lutte contre la corruption. « *Si nous étions au pouvoir, nous aurions un meilleur niveau de vie et nous avons beaucoup d'amis à travers le monde qui pourraient nous aider* » a t-il déclaré, parlant

de la Russie et de la Chine avec lesquelles il aimerait voir son pays resserrer les liens.

Le socialiste Ivica Dacic est mécontent de la tenue de l'élection présidentielle le même jour que le scrutin législatif. Il redoute en effet que les médias s'intéressent essentiellement aux deux personnalités que sont Boris Tadic et Tomislav Nikolic et à leurs partis au détriment des autres partis politiques. C'est pourquoi Ivica Dacic a décidé de se présenter à l'élection présidentielle. Le libéral-démocrate Cedomir Jovanovic s'est également élevé contre un scrutin présidentiel anticipé et a mis en avant le fait qu'un duel opposant Boris Tadic à Tomislav Nikolic occuperait le cœur de la campagne électorale, ce qui nuirait à cette dernière et empêcherait les autres candidats et partis d'exister.
« *Boris Tadic et Tomislav Nikolic veulent couper la Serbie en deux mais la Serbie est bien plus grande que cela* » a déclaré le leader socialiste. Djodje Jovanovic, analyste politique du Centre pour l'innovation politique de Belgrade, rappelle que le fait de proposer le même candidat pour le poste de Premier ministre et celui de chef de l'Etat est habituel en Serbie.

Les élections législatives : l'opposition progressiste en tête mais pour quelle majorité ?

Pour les élections législatives, le Parti démocrate de Boris Tadic a choisi de s'allier avec le Parti social-démocrate et la Ligue des sociaux démocrates de Voïvodine au sein d'une coalition appelée Le choix pour une meilleure vie-Boris Tadic. Il a affirmé qu'il ne gouverneraît avec aucun des partis suivants : le Mouvement du renouveau (SPO) de Vuk Draskovic, le Parti des régions unies, le Parti progressiste, le Parti démocratique de Serbie de l'ancien Premier ministre Vojislav Kostunica, le Parti radical ou le Parti libéral-démocrate (LDP).
Comme il y a quatre ans, le programme du Parti démocrate défend une Serbie européenne. « *Une Serbie européenne est un pays moderne avec un système d'Etat de droit, un pays efficace, avec des infrastructures, une communication de qualité, des universités, un pays dans lequel les gens veulent rester et qu'ils ne cherchent pas à fuir* » a déclaré Boris Tadic. Il a reconnu que beaucoup restait à faire pour y parvenir ; il a exprimé le souhait que le prochain gouvernement soit nommé le plus rapidement possible à l'issue du scrutin, affirmant que de nombreuses et importantes réformes devaient être mises en place. « *Le prochain gouvernement devra prendre des décisions difficiles et complexes pour assurer un meilleur avenir aux citoyens* » a-t-il précisé. « *Lors de ces élections législatives, nous devons nous garder des personnes qui pourrait détruire tout ce qui a été fait depuis 2000*» a t-il averti, déclarant que certains partis, auparavant favorables à une grande Serbie et désormais pro-européens, n'avaient ni vision ni programme et menaçaient d'entraîner le pays dans une voie sans issue.

L'obtention du statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne pour la Serbie avait été érigée en priorité par Boris Tadic. « *Le chemin vers l'Europe garantira la stabilité, un meilleur niveau de vie, de nouveaux investissements et la modernisation du pays. Nous ne devons pas nous arrêter, peu importe les problèmes que rencontre l'Union européenne* » a t-il souligné. Pour 2012, le leader démocrate s'est donné plusieurs objectifs : la réduction du chômage, la hausse des investissements et l'augmentation du niveau de vie. « *Nous devons être préparés pour une nouvelle vague de la crise économique* » a-t-il indiqué.

Le Parti progressiste serbe de Tomislav Nikolic propose un programme de 120 pages dans lequel il promet de baisser les impôts et de lutter contre les monopoles et les *tycoons*. Il annonce une baisse de la corruption qui permettrait de sauver 62 milliards de dinars, soit environ 2% du PIB du pays. Il s'est allié pour les élections législatives dans une coalition appelée SNS-NS-PSS-PS Tomislav Nikolic qui rassemble outre le Parti progressiste, Nouvelle Serbie (NS) de Velimir Ilic, le Mouvement de la force (PSS) de Bogoljub Karic et le Mouvement socialiste (PS). Tomislav Nikolic a exclu toute collaboration avec le Parti démocrate de Boris Tadic.

Le 11 mars dernier, le Parti libéral-démocrate de Cedomir Jovanovic, qui se bat pour une évolution de la politique menée au Kosovo en faveur d'une acceptation de la déclaration d'indépendance du pays, s'est allié avec le Mouvement du renouveau serbe et l'Union social-démocrate pour les élections législatives.

La question du Kosovo

Le 24 février dernier, la Serbie et le Kosovo ont signé un accord de coopération régionale qui permet à Pristina de participer aux conférences qui se tiennent sur les Balkans sans que Belgrade n'ait reconnue officiellement l'indépendance du Kosovo. Cet accord, qui ouvre un dialogue entre les deux pays, a permis à la Serbie d'obtenir de Bruxelles le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne.
Les 14 et 15 février derniers, une très large majorité des Serbes du Kosovo vivant au sud de la rivière Ibar (99,74%) ont voté par référendum leur rejet des institutions de la « prétendue République du Kosovo ». Les trois quarts des 35 000 électeurs (75%) ont pris part à ce scrutin. 120 000 Serbes vivent au Kosovo, 40 000 d'entre eux dans la région frontalière entre ce pays et la Serbie. Le président de la République Boris Tadic a dénoncé l'organisation de la consultation populaire qui « *nuit aux intérêts de l'Etat serbe* ».

Les partis pro-européens défendent à la fois l'idée d'une Serbie européenne et celle d'un Kosovo serbe. « *Tous ceux qui proposent d'abandonner l'intégration européenne pour sauver le Kosovo doivent savoir que la Serbie perdra ainsi toutes ses chances de préserver ses intérêts nationaux au Kosovo et en Métochie. Belgrade doit proposer une solution qui respecte les intérêts légitimes des Albanais et les institutions de Pristina mais qui en même temps ne violent pas les intérêts serbes. Je suis sûr qu'une telle solution est possible* » répète Boris Tadic.

Le Parti progressiste est opposé à toute reconnaissance de l'indépendance de Pristina ou de solutions qui « *piétineraient la dignité de la Serbie* » car « *le Kosovo est serbe au moins autant qu'albanais* » souligne t-il. Tomislav Nikolic refuse que son pays rejoigne les Vingt-sept aux dépends du Kosovo et se montre sceptique quant à une réelle adhésion de la Serbie à l'Union européenne. « *L'obtention du statut ne veut rien dire. Regardez la Turquie qui est officiellement candidate depuis 1987* » a déclaré le leader progressiste. « *Je ne sais quelles promesses le pouvoir a dû faire pour obtenir le statut de candidat officiel, alors je ne peux véritablement me réjouir* » a-t-il affirmé.

Les autorités kosovares ont refusé que des élections locales soient organisées dans les municipalités serbes du Kosovo le 6 mai et appelé l'Union européenne à intervenir pour empêcher leur tenue. L'ambassadeur des Etats-Unis au Kosovo Christopher Dell a indiqué que ce scrutin violerait la résolution 1 244 de l'Organisation des Nations unies (ONU). Farid Zarif, chef de la mission des Nations unies au Kosovo (MINUK), a indiqué que le scrutin local ne pouvait être organisé dans le pays en raison des tensions existant entre les deux pays. Oliver Ivanovic, secrétaire d'Etat pour le Kosovo et la Métochie au sein du gouvernement serbe, a indiqué que les institutions serbes continueraient à exister au Kosovo au-delà du 6 mai puisque le gouvernement nommerait les représentants locaux après les élections.

Le système politique serbe

Le paysage politique serbe a beaucoup évolué ces dernières années. Le pays compte 82 partis (dont 45 représentant des minorités nationales) pour plus de 600 avant la modification de la loi électorale de 2009. Depuis l'an passé, une nouvelle modification de la loi permet aux députés de disposer de leurs mandats et donc de changer de parti s'ils le souhaitent. De nombreux analystes politiques craignent que cette disposition ne dévalue le scrutin législatif et que les partis les plus riches tentent « d'acheter » des députés. Par ailleurs, la Serbie possède désormais une liste électorale unique au niveau national qui remplace donc les précédentes listes locales. Le 6 mai prochain, pour les élections présidentielle et législatives, les Serbes pourront remplir leur devoir civique dans n'importe lequel des bureaux de vote du pays et non plus seulement, comme auparavant, dans leur seule commune de résidence.

L'Assemblée nationale, chambre unique du parlement, comprend 250 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel au sein d'une circonscription unique. Chaque liste de candidats doit obtenir au moins 10 000 signatures de citoyens pour se présenter aux suffrages des électeurs (3 000 pour les partis représentant les minorités nationales : Roms, Hongrois, Croates, Roumains, Bosniens, etc.). Chaque parti politique doit obligatoirement recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté à l'Assemblée nationale à l'exception des partis représentant les minorités na-

tionales. Enfin, chaque liste doit obligatoirement comprendre au moins 30% de femmes parmi ses candidats.

A l'issue des dernières élections législatives du 11 mai 2008, les partis politiques suivants sont représentés à l'Assemblée nationale :

– les 5 partis réunis au sein de la coalition Pour une Serbie européenne : le Parti démocrate (DS) de Boris Tadic, G17+ de Mladjan Dinkic, le Mouvement du renouveau serbe (SPO), la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV) et le Parti social-démocrate (SDP), possèdent ensemble 102 députés ;

– Le Parti radical serbe (SRS), ultranationaliste dirigé par Dragan Todorovic qui remplace par intérim Vojislav Seselj, ancien vice-Premier ministre de Slobodan Milosevic, emprisonné à La Haye depuis sa reddition en février 2003, inculpé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Le parti s'est divisé en octobre 2008 et deux de ses principaux dirigeants, Tomislav Nikolic et Aleksandar Vucic, l'ont quitté pour fonder le Parti progressiste serbe (SNS). Le Parti radical compte 56 sièges et le Parti progressiste 21 ;

– L'alliance du Parti démocratique de Serbie (DSS) de l'ancien Premier ministre Vojislav Kostunica et de Nouvelle Serbie (NS), dirigée par Velimir Ilic, possède 30 députés ;

– La coalition qui rassemble le Parti socialiste (SPS), fondé le 27 juillet 1990 par Slobodan Milosevic et dirigé par Ivica Dacic, le Parti des retraités unis (PUPS) de Jovan Krkobabic et Serbie unie (US) de Dragan Markovic, compte 20 députés ;

– le Parti libéral-démocrate (LDP), né en 2005 d'une scission du Parti démocrate et emmené par Cedomir Jovanovic, possède 13 sièges ;

– La Coalition hongroise compte 4 députés ;

– La Liste bosniaque pour un Sandjak européen, conduite par Esad Dzudzevic, possède 2 sièges ;

– La Coalition albanaise de la vallée de Presevo compte un député.

Les enquêtes d'opinion donnent Boris Tadic en tête du 1er tour de l'élection présidentielle avec 40,9% des suffrages devant Tomislav Nikolic qui recueillerait 33,4% des voix. Par ailleurs, près de la moitié des Serbes (47%) se déclarent satisfaits de leur chef de l'Etat.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 20 janvier et 3 février 2008 en Serbie

Participation : 61,37%

Candidats	Nombre de voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour)
Boris Tadic (Parti démocrate, DS)	1 457 030	35,39	2 304 467	50,31
Tomislav Nikolic (Parti radical, SRS)	1 646 172	39,99	2 197 155	47,97
Velimir Ilic (Nouvelle Serbie, NS)	305 828	7,43		
Milutin Mrkonjic (Parti socialiste, SPS)	245 889	5,97		
Cedomir Jovanovic (Parti libéral-démocrate, LDP)	219 689	5,34		
Istvan Pasztor (Union des Hongrois de Voïvodine, VMSZ)	93 039	2,26		
Milanka Karic (Mouvement de la force serbe, PSS)	40 332	0,98		
Marijan Risticevic (Parti populaire paysan, NSS)	18 500	0,45		
Jugoslav Dobricanin (Parti réformiste, RS)	11 894	0,29		

Source : Commission électorale de Serbie

Rappel des résultats des élections législatives du 11 mai 2008 en Serbie

Participation : 61,33%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Pour une Serbie européenne, coalition formée par le Parti démocrate, G17+, le Mouvement du renouveau serbe, la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine et le Parti social-démocrate (DS-G17+-SPO-LSV-SDP)	1 590 200	38,42	102
Parti radical serbe (SRS)	1 219436	29,46	78
Parti démocratique de Serbie-Nouvelle Serbie (DSS-NS)	480 987	11,62	30
Coalition Parti socialiste-Parti des retraités unis-Serbie unie (SPS-PUPS-US)	313 896	7,58	20
Parti libéral-démocrate (LDP)	216 902	5,24	13
Coalition hongroise	74 874	1,81	4
Liste bosniaque pour un Sandjak européen	38 148	0,92	2
Coalition albanaise de la vallée de Presevo	16 801	0,41	1
Autres	77 742	0,83	0

Source : Commission électorale de Serbie

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu
Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.